

La logique d'intervention de cette action s'inscrit dans l'action coordonnée des partenaires d'appui budgétaire général de l'État ivoirien, qui vise à soutenir la transformation de l'économie et de la société ivoirienne vers un modèle de pays intermédiaires émergent.

Notamment, s'agissant de l'économie agricole, il s'agira de **soutenir la transformation du modèle de développement rural pour qu'il soit durable tant économiquement que socialement et environnementalement**. Pour ce faire l'action interviendra sur l'élaboration et le déploiement de politiques publiques et de stratégie nationales à même de contribuer à l'atteinte de cet objectif, à savoir, une croissance inclusive et durable en milieu rural.

Et ainsi, les activités soutenues concourront à la réalisation des objectifs spécifiques sur chaque domaine d'impact et de l'objectif général, selon le schéma analytique ci-dessous.

SI (i) la gestion des finances publiques et de la dette par la responsabilisation pour une meilleure prestation de services est renforcée, (ii) l'équité et l'accès à des services de base de meilleure qualité, en particulier pour les jeunes et les femmes est élargie, (iii) les systèmes de protection sociale sont renforcés, en comptant sur l'engagement politique du Gouvernement ivoirien sur ce sujet et sur le maintien d'un contexte macroéconomique favorable, **ALORS le capital humain sera amélioré.**

SI (i) le déploiement du Système National de Surveillance des Forêts incluant les capacités de traitement et de réponses aux alertes est effectif, (ii) la délimitation des forêts classées est réalisée, (iii) le statut juridique des forêts classées est clarifié, (iv) une grille de conformité des produits agricoles concernés par les Règlements européens est produite, **ALORS la gestion durable du capital naturel sera améliorée.**

SI (i) la mise en place d'une stratégie nationale sur les coopératives agricoles pour rationaliser le milieu coopératif est réalisée, (ii) que des appuis efficaces de renforcement des capacités aux coopératives sont déployés, (iii) le cadre juridique est mis en cohérence afin de faciliter (a) les processus de traçabilité, (b) le suivi de la déforestation ainsi que (c) la lutte contre le travail des enfants **ALORS le capital productif sera amélioré.**

SI (i) la budgétisation verte progresse, (ii) les systèmes d'information budgétaire et financière sont cartographiés et (iii) le cadre juridique et réglementaire de la finance verte (code des investissements durables, opérationnalisation de la Loi Climat, développement des instruments juridiques du secteur des crédits carbone, etc.) est renforcé, **ALORS l'environnement des affaires et l'accès au financement sera amélioré.**

SI (i) le capital humain est amélioré, (ii) la gestion du capital naturel est performante, (iii) le capital productif est renforcé et (iv) l'environnement des affaires et l'accès au financement progresse, **ALORS** la Côte d'Ivoire disposera d'un secteur agricole et d'un modèle de développement en milieu rural qui minimisera les externalités négatives sur l'environnement et sur le tissu social et **SI** la gestion des finances publiques est améliorée **ALORS elle permettra une meilleure redistribution des fruits de cette croissance plus inclusive.**